

Donald Trump accepte une rencontre avec Kim Jong-un

Rapprochement historique entre États-Unis et Corée du Nord

Page 2

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4421 - Ven. 9 - Sam. 10 mars 2018 - Prix : 10 DA

Edition 2018 du festival

«Raconte-arts» aura lieu du 19 au 26 juillet à Tiferdoud

Page 24



Message de Bouteflika à l'occasion du 8 mars

L'Algérienne appelée à «continuer d'assumer son rôle historique»

Page 2

Moon Joe-in, les Jeux et le charme ont bien fait les choses

Par Mohamed Habili

Il faut croire que décidément les deux présidents Donald Trump et Kim Jong-un ne font rien comme tout le monde. Après avoir fait monter la tension dans la Péninsule des mois durant, à coups de tirs de missiles, d'essais nucléaires et de manœuvres militaires à répétition, au point de faire craindre sérieusement pour la paix dans le monde, les voilà qui contre toute attente conviennent de se rencontrer en tête-à-tête en mai prochain, pour parler de différends vieux maintenant de plusieurs décennies, et qui semblaient, et qui semblent toujours d'ailleurs, insolubles à toute personne un tant soit peu raisonnable. Désormais, c'est lorsqu'ils se disent des amabilités, ou du moins ce qui est susceptible de passer comme telles, qu'il faut s'inquiéter, et c'est lorsqu'ils échangent des noms d'oiseau en se défiant comme dans un combat singulier qu'il faut se rassurer. On a beaucoup ri, surtout aux États-Unis, où Trump a toujours mauvaise presse, de ce qu'il ait traité son vis-à-vis nord-coréen de «rocket man», et que celui-ci lui ait répondu en le taxant de «vieux débile». On aurait sans doute moins ri si l'on s'était douté qu'en fait c'était là leur manière déroutante de s'inviter à la négociation.

Suite en page 3

Report de la date du baccalauréat

Syndicats et parents d'élèves soutiennent la décision de Benghebrit

● Les précisions de Benghebrit sur la date du Bac



Pour le bien des élèves, et afin d'accorder le temps nécessaire aux candidats et leur permettre de passer le Bac dans des conditions psychiques et pédagogiques adéquates, notamment après les perturbations causées par la grève des enseignants, les syndicats du secteur de l'Education et les associations des parents d'élèves ont affiché leur soutien au report de la date des examens du baccalauréat pour se tenir après le mois de ramadhan. [Lire page 3](#)

Rougeole à El-Oued

Une commission d'enquête dépêchée

Page 4

Slavija (Serbie)

La pièce «Tacequft Tanegarut» au 17^e Festival du théâtre

Page 13

Message de Bouteflika à l'occasion du 8 mars

L'Algérienne appelée à «continuer d'assumer son rôle historique»

«Le premier devoir sur lequel j'insiste en cette journée est la nécessité pour la femme de continuer d'assumer son rôle historique, celui de la sauvegarde de notre authenticité et l'éducation de nos générations montantes», a appuyé avant-hier le chef de l'Etat dans son message à l'occasion de la célébration de la Journée internationale de la femme, tenue à l'hôtel El Aurassi-Alger, lu en son nom par Tayeb Louh, ministre de la Justice, garde des Sceaux.

Par Lynda Naili

Etant aujourd'hui «à l'avant-garde des promoteurs de la réforme et demeure un des garants de la stabilité et du progrès de notre pays», la femme algérienne est «aussi appelée à relever les prochains défis et à renforcer les fondements de la société que nous continuerons à bâtir avec détermination et persévérance», a affirmé le chef de l'Etat. Une société, dira-t-il, «authentique et moderne, tolérante et solidaire», fondée sur «l'Etat de droit». Aussi, exhortant les Algériennes à «redoubler d'efforts pour être à la hauteur des attentes et de la responsabilité qui leur incombe dans la construction de l'avenir de l'Algérie», il estimera que «la sauvegarde de notre authenticité, la formation et l'éducation de nos générations montantes est parmi les devoirs de la femme algérienne». «C'est là le premier devoir sur lequel j'insiste en cette journée», soulignera-t-il. Un rôle crucial dont elle devra s'acquitter «en préservant notre civilisation et notre identité avec sa triple



composante l'Islam, l'arabité et l'amazighité». D'où, enchânera le Président, «le rôle fondamental de la famille et de la mère en par-

ticulier pour inculquer nos valeurs ancestrales et le sens civique aux générations montantes» et «renforcer les fondements de l'école, ce qui nous permettra de lutter contre la propagation de la violence dans notre société, les fléaux de la drogue et des dangers qu'ils représentent pour nos générations montantes et pour le cadre de vie que nous ambitionnons d'atteindre». Dans ce contexte, la culture du travail est également une autre valeur que devra inculquer la femme algérienne tant aux enfants qu'à la société. Et pour cause, dira le chef de l'Etat, «l'Algérie a besoin aujourd'hui plus que jamais de promouvoir l'esprit et la culture du travail pour que l'on puisse construire une Algérie digne et fière, affranchie de la dépendance excessive aux hydrocarbures». Par ailleurs, retraçant son parcours historique, Bouteflika a assuré que «la femme algérienne est en droit, aujourd'hui, de s'enorgueillir de ses acquis, des réalisations et des progrès qu'elle a accomplis et qui ont renforcé sa place et forcé l'admiration dans

son environnement local et régional». De ce fait, outre sa lutte contre joug colonial et participation à la révolution de Novembre ainsi que dans l'édification du pays, le chef de l'Etat a relevé la consécration des droits de la femme dans l'exercice politique pour qui les dispositions constitutionnelles et législatives adoptées dans ce domaine a valu à l'Algérie d'être «un pays pionnier en matière de représentation féminine au Parlement», avec près de 130 élus, outre une représentation de plus en plus croissante des femmes au sein des Assemblées locales élues. De plus, Bouteflika, mettant en avant l'acquis des Algériennes en matière d'«égalité salariale», revendication qui demeure jusqu'à ce jour au centre des luttes féminines «dans de nombreuses régions du monde, y compris dans les pays développés». En outre, le Président Bouteflika ne manquera pas d'afficher sa «fierté des responsabilités qu'assume la femme à la tête d'entreprises économiques importantes et même d'organisations patronales». L. N.

Donald Trump accepte une rencontre avec Kim Jong-un

Rapprochement historique entre États-Unis et Corée du Nord

Donald Trump a répondu positivement à une proposition du leader nord-coréen Kim Jong-un de le rencontrer. Une entrevue qui pourrait avoir lieu d'ici à fin mai. Un virage aussi historique que spectaculaire dans les relations jusqu'ici exécrables entre les deux pays. L'annonce est aussi inattendue qu'étonnante : le président américain Donald Trump a accepté jeudi de rencontrer prochainement le leader nord-coréen Kim Jong-un, avec lequel il s'était engagé dans une agressive joute verbale depuis son arrivée au pouvoir. Le lieu et la date d'une telle rencontre entre le 45^e président des États-Unis et le dirigeant nord-coréen n'ont pas été précisés. La nouvelle a pris le monde par surprise, tant les deux leaders étaient à couteaux tirés ces deux dernières années, de menaces incessantes en insultes fleuries. «Ce serait le premier face-à-face de l'histoire entre un président américain et un leader nord-coréen», observe USA Today. Qui aurait pu imaginer Donald Trump, le moins diplomate et le plus impulsif des présidents américains, en faiseur de paix ? Si on ne peut pas encore parler de réconciliation entre Washington et Pyongyang, il y aura le plus vite possible une poignée de mains entre Trump et celui qu'il critiquait vertement il y

a quelques mois. Ce revirement soudain s'est décidé dans un contexte assez inhabituel, après deux années de très vives tensions entre Washington et Pyongyang, liées au programme nucléaire et balistique nord-coréens. Dans une brève allocution devant la West Wing de la Maison-Blanche, à la nuit tombée, Chung Eui-yong, conseiller national sud-coréen à la Sécurité, a annoncé que M. Trump avait accepté l'invitation pour ce sommet historique. Le leader nord-coréen «a fait part de son désir de rencontrer le président Trump le plus vite possible», a-t-il dit. «Le président Trump a apprécié le compte rendu et a dit qu'il rencontrerait Kim Jong-un d'ici fin mai pour parvenir à la dénucléarisation permanente», a-t-il ajouté. La Maison-Blanche a confirmé que le président américain, 71 ans, avait accepté la proposition de l'énigmatique dirigeant trentenaire. D'un tweet, Donald Trump a salué de «grands progrès» sur le dossier nord-coréen, insistant sur le fait que l'homme fort de Pyongyang avait parlé de «dénucléarisation», pas seulement d'un «gel» des activités nucléaires. «Les sanctions doivent rester en place jusqu'à ce qu'un accord soit trouvé», a-t-il ajouté. Le président américain Donald Trump avait salué mardi ces signes d'ouver-

ture tout en appelant à la prudence et en réaffirmant que toutes les options étaient sur la table. D'autres responsables de son administration avaient néanmoins conseillé la prudence, certains se montrant même sceptiques après des mois de guerre des mots entre Washington et Pyongyang, sur fond de progrès nord-coréens dans les domaines nucléaire et balistique. La Corée du Nord affirme désormais que ses missiles sont en mesure d'atteindre le territoire américain. Visé par une série de sanctions imposées par le Conseil de sécurité des Nations unies et plusieurs pays, le régime nord-coréen avait jusqu'ici toujours affirmé que le développement de son programme nucléaire n'était tout simplement pas négociable. Il y a moins de trois semaines, M. Trump avait annoncé de nouvelles sanctions, quelques heures après l'arrivée de sa fille Ivanka en Corée du Sud pour la fin des jeux Olympiques. «Nous devons rester unis pour empêcher cette dictature brutale de menacer le monde de dévastation nucléaire», avait-il alors lancé.

Réactions optimistes des pays asiatiques

La Corée du Sud, le Japon et la Chine ont accueilli avec opti-

misme l'annonce de la rencontre entre Kim Jong-Un et Donald Trump. La population est plus mitigée. Une rencontre Kim-Trump, l'annonce a surpris. Un succès diplomatique que l'on doit sans doute à l'intervention de la Corée du Sud et qui est bien accueillie par les pays asiatiques voisins, même si dans la population certains expriment des doutes. A Séoul, la déclaration officielle de la présidence a été très révérencieuse : «La décision du président Trump d'accepter l'invitation de Kim Jong Un est hautement appréciée par le monde, par les peuples de Corée du Nord et de Corée du Sud qui espèrent la paix», a déclaré le porte-parole Skim Eui-Kyeom.

Dans les rues de Séoul, l'optimisme est de mise : «C'est une bonne nouvelle, maintenant tout prend le bon chemin, c'est une grande nouvelle. Sur la péninsule coréenne, ne serait-ce pas bien que le nord et le sud puissent se réunifier ? Nous pouvons maintenir une bonne relation en tant que voisins, et nous ne pouvons pas nous permettre une guerre».

Officiellement la Chine est plutôt soulagée, pas besoin de guerre près de ses frontières. «Nous nous félicitons du signal positif que constitue ce dialogue direct entre les États-Unis et la Corée du Nord», a déclaré devant la presse le porte-parole

du ministère chinois des Affaires étrangères, Geng Shuang. «La question du nucléaire dans la péninsule coréenne avance dans la bonne direction, et dans l'attente d'avancées concrètes, toutes les parties doivent poursuivre leurs efforts pour trouver une solution politique et assurer une paix durable dans la région», a insisté Geng Shuang. La Chine, qui assure 90% du commerce extérieur de la Corée du Nord, est soulagée par le très récent réchauffement intercoréen, elle qu'inquiétaient les menaces de guerre à sa frontière proférées tant par Pyongyang que par Washington. Dans les rues de Pékin, les réactions sont mitigées : «Je pense qu'il s'agit d'une opportunité rare pour les dirigeants des deux pays, cette rencontre pour la paix. Et pour nous, Chinois, nous devrions faire plus attention à nos vies, à la paix». «Etant donné le caractère de Kim, je ne pense pas qu'il abandonnera aussi facilement le nucléaire alors qu'il a tout fait jusqu'ici pour l'obtenir, faisant fi de la paix voulue dans le monde en conduisant ses tests nucléaires par exemple. Ces discussions lui donnent du crédit, cela ne peut que détériorer la situation, ce n'est pas bon».

Meriem Benchaouia/Agences

Report de la date du baccalauréat

Syndicats et parents d'élèves soutiennent la décision de Benghebrit

■ Pour le bien des élèves, et afin d'accorder le temps nécessaire aux candidats et leur permettre de passer le Bac dans des conditions psychiques et pédagogiques adéquates, notamment après les perturbations causées par la grève des enseignants, les syndicats du secteur de l'Education et les associations des parents d'élèves ont affiché leur soutien au report de la date des examens du baccalauréat pour se tenir après le mois de ramadhan.

Par Thinhinene Khouchi

La décision de Benghebrit concernant le report de la date de l'examen du baccalauréat après le mois de ramadhan entre le 19 et le 24 juin prochain, a été fortement soutenue par plusieurs syndicats du secteur de l'Education et des associations des parents d'élèves, parmi eux, l'Union nationale des personnels de l'éducation (UNPE) affiliée à l'Union générale des travailleurs algériens (UGTA), la fédération nationale des travailleurs de l'éducation (FNTE) relevant du Syndicat national autonome des personnels de l'administration publique (Snapap) et la Fédération nationale des associations de parents d'élèves (FNAPE). Concernant cette décision, le président de l'Unpef, Dziri Sadek, a déclaré que «le report de la date du baccalauréat après le mois de ramadhan servirait mieux l'intérêt des élèves en dépit des difficultés auxquelles les professeurs seront confrontés lors de la correction qui pourrait être reportée au-delà du 4 juillet, date de leur sortie en vacances».

De son côté le secrétaire général de la FNTE, Belamouri Laghliid, a souligné que le report permettrait aux élèves de passer cet examen dans de meilleures conditions, d'autant plus que la date prévue auparavant «coïncidait avec le mois de ramadhan ce qui impacte négativement sur le rendement des élèves et leur concentration». S'exprimant au nom de la FNTE, Salah Djeghloul, membre du bureau national, a exprimé sa satisfaction quant à la consultation lancée par le ministre de l'Education nationale. Soulignant que le report de la date du baccalau-



réat, «est dans l'intérêt de l'élève afin d'avoir davantage de temps pour réviser et rattraper les cours, notamment dans les wilayas qui ont connu des perturbations notamment Blida et Béjaïa». La même position a été exprimée par le SG du (Satef), Boualem Amoura, qui a ajouté que cette décision «offrira aux élèves davantage de temps ainsi qu'aux employés qui assureront l'encadrement de cet examen». «Si le report de la date du baccalauréat va se décider, cela permettra le rattrapage des cours perdus à cause de la grève», a-t-il affirmé. Dans le même contexte, la présidente de la FNAPE, Djamilia Khiar, s'est dit en faveur du report de la date du baccalauréat, soulignant qu'il s'agit d'une revendication soulevée par la fédération au ministère de

l'Education après avoir «suivi de près les retombées de la grève enclenchée par le Cnapeste». A ce propos, Khiar a fait savoir que le site de l'Office national des examens et concours sera ouvert prochainement pour une durée de 48 heures en vue de consulter les futurs candidats au baccalauréat, ajoutant que le ministère, une fois les avis des élèves et des associations des parents d'élèves rassemblés, décidera du report ou du maintien des dates fixées précédemment. Par ailleurs, le Cnapeste et le Syndicat du conseil des lycées algériens ont exprimé leur attachement de maintenir l'examen du baccalauréat à la date fixée précédemment (du 3 au 7 juin), estimant que «le report de la date est inutile étant donné que l'intervalle entre les deux

dates proposées (15 jours) est insuffisante pour rattraper les cours perdus à cause de la grève».

De son côté, le coordonnateur national du (Snapest), Meziane Meriane, a indiqué que cette question exigeait «la publication du rapport de la commission nationale de suivi des programmes sur le taux d'avancement des cours dans les wilayas touchées par la grève», estimant qu'«il est inutile de reporter la date du baccalauréat si cet intervalle n'est pas consacré à la poursuite et au rattrapage des cours». Enfin, reste aux candidats au baccalauréat de visiter le site de l'Office national des examens et concours qui ouvrira bientôt pour choisir entre report ou maintien des dates de l'examen du Bac. T. K.

Report de l'examen session 2018

Les précisions de Benghebrit sur la date du Bac

Rencontrée en marge de la célébration de la Journée internationale des droits de la femme organisée par la Présidence avant-hier à l'hôtel El Aurassi-Alger, Nouria Benghebrit expliquera que l'éventualité du report du baccalauréat 2018 «sera proposée lundi (après-demain) aux élèves ainsi qu'aux enseignants pour consultation».

A ce sujet, le ministre indiquera au «Jour d'Algérie» avoir décidé d'une consultation sur un éventuel report de la date du Bac 2018. Affirmant être «à l'écoute de tout ce qui se passe au niveau du secteur», l'objectif d'une telle décision, dira-t-elle, est de donner à nos enfants les meilleures

conditions possibles de réussite». Ainsi, poursuivra-t-elle, «au regard de ce qui s'est passé, après avoir fixé les dates du baccalauréat du 3 au 7 juin, nous avons décidé de demander l'avis des élèves de terminale, qui seront interrogés à travers la plateforme du ministère de l'Education», sur cette question de report. Pareillement, ajoutera-t-elle, «seront interrogés les enseignants du secondaire ainsi que les inspecteurs de l'Education nationale via une deuxième plateforme». Selon elle, la consultation qui prendra deux ou trois jours, sera lancée à partir de lundi (après-demain). Ainsi, sur le report proposé, elle expliquera

qu'il s'agit «de séparer les cinq jours du déroulement de l'examen du baccalauréat. Il y a trois jours d'épreuves qui seront suivis par un vendredi (jour de repos) puis deux autres journées d'épreuves». «L'avantage, argumentera-t-elle, est que l'examen aura lieu après le ramadhan, où le rythme de vie des familles est particulier». A ce sujet, elle dira que son département «dispose de tous les moyens technologiques nous permettant rapidement d'assurer les résultats de cette consultation». Sur le déroulement de cette consultation, Benghebrit précisera que élèves et enseignants «auront seulement

à cocher soit le maintien de la date initiale, soit le report». En outre, la ministre ne se cachera pas «des échos extrêmement favorables au report sur les réseaux sociaux». Par ailleurs, s'agissant des retards accumulés en raison de la grève, elle affirmera que ces derniers «sont en train d'être rattrapés à Béjaïa et à Blida». Par conséquent, pour ce qui est de l'examen du BEM et celui de la 6^e, Benghebrit affirmera que ces deux examens ne seront pas sujets à pareille consultation dans la mesure où «les élèves bénéficient du contrôle continu leur permettant d'accéder aux niveaux supérieurs».

Lynda Naili

LA QUESTION DU JOUR

Moon Joe-in, les Jeux et le charme ont bien fait les choses

Suite de la page une

Il est probable toutefois qu'ils ne seraient pas exactement dans les dispositions qu'on leur voit pour le moment s'il n'y avait ce troisième homme, Moon Jae-in, le président sud-coréen, aux affaires depuis quelques mois seulement, qui avait été élu sur un programme de détente avec le voisin du nord, et qui a tenu parole. Le hasard n'a pas été en reste lui non plus, qui a fait que c'est au début de son mandat que se sont tenus les derniers Jeux d'hiver, où l'on a vu la diplomatie comme pratique et comme art s'enrichir d'une dimension absente jusque-là dans un monde de brutes : l'offensive de charme. L'initiative en est revenue à la Corée du Nord, en la personne de la sœur de Kim Jong-Un, Kim Yo-jong, qui a conduit la délégation de son pays à l'ouverture des Jeux. Les Etats-Unis se devaient de parler à ce missile balistique d'un type nouveau. Ce qu'ils ont fait en envoyant la fille du président, la blonde Ivanka Trump, faire pâlir le souvenir de la brune Kim Yo-Jong. Si celle-ci n'avait pas produit l'effet désarmant pour lequel elle a été dépêchée en Corée du Sud, Ivanka Trump n'aurait pas fait le déplacement de Pyeongchang. Deux pays qui se mettent à rivaliser de charme ne sont pas loin de s'entendre, à supposer que ce ne soit pas déjà fait. L'initiative du président coréen au président américain de se rencontrer pour parler sans intermédiaire de leurs différends n'est qu'en apparence à son initiative personnelle. Il y a près d'une année, Donald Trump avait déjà fait savoir qu'il n'était pas contre l'idée de négociations directes avec Kim Jong-un, une concession qu'aucun de ses prédécesseurs n'avaient voulu faire. Il lui est même arrivé de trouver des qualités en tant que personne au président nord-coréen. Puis leurs relations ont achevé de se détériorer, à ce qu'il semblait alors de façon irrémédiable. Mais les voilà qui d'une façon spectaculaire reprennent des couleurs. En fait, ce n'est pas la première fois que la menace de guerre entre ces deux pays s'estompe peu après s'être affirmée. En 1994, le président américain de l'époque, Bill Clinton, était à deux doigts d'ordonner une attaque quand une ouverture nord-coréenne survient qui détend l'atmosphère. Au lieu de la guerre que l'on croyait imminente, c'est un accord-cadre qui vit le jour. Lequel il est vrai est resté let-tru morte, mais du moins a-t-il eu le mérite de montrer que la guerre entre ces deux pays n'était pas inéluctable.

M. H.

Rougeole à El-Oued

Une commission d'enquête dépêchée

■ Pour prévenir la rougeole et rechercher les moyens de la circonscrire et éviter sa propagation à El-Oued, une commission d'enquête ministérielle est à pied d'œuvre pour s'enquérir de l'efficacité du dispositif déployé.

Par Louiza Ait Ramdane

La rougeole s'est propagée dans la wilaya d'El-Oued, touchant 26 de ses communes et faisant 895 cas confirmés, dont 46 hospitalisés (11 au sein de la population adulte et 35 chez les enfants), ayant entraîné 4 décès (3 enfants de moins de 11 mois et un quinquagénaire), selon les services de la santé.

La gravité de la situation a mené le ministère de tutelle à lancer le 24 février dernier une campagne de rattrapage de vaccination à travers l'ensemble des structures de santé et ayant touché, à ce jour, 83 466 personnes de différentes catégories d'âge, notamment les enfants.

Un rapport détaillé sera élaboré par ladite commission et soumis au ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, concernant la situation épidémiologique relative à la rougeole dans la wilaya, afin de définir les dispositions préventives efficaces visant à maîtriser la situation et circonscrire la maladie. Pour déterminer les causes de sa propagation à Ouargla et à El Oued, le ministre de la Santé, Mokhtar Hasbellaoui, a annoncé l'ouverture d'enquêtes épidémiologiques. Accompagnés de cadres de la direction locale de la Santé et de la Population, les membres de la commission se sont enquis de la situation des cas de malades hospitalisés au niveau du service des maladies infectieuses à l'Etablissement



Phs/D. R.

public hospitalier Benamar Djillani (pour ce qui est des adultes) et de l'Etablissement hospitalier Mère-enfant Bachir Bennacer (pour ce qui est des enfants). Composée notamment de M^{me} Aziz Hendel, spécialiste des maladies infectieuses à la Direction générale de la prévention au ministère de tutelle, et Amel Boughoufala, spécialiste à l'Institut national de la santé publique, la commission a reçu une présentation détaillée sur la

situation épidémiologique concernant la rougeole, dans les zones les plus touchées depuis l'apparition du 1^{er} cas confirmé de cette maladie, le 5 février dernier.

Ils se sont également déplacés avec les équipes médicales mobiles désignées au titre de la prévention dans les zones enclavées, afin de s'enquérir des opérations de vaccination ciblant les populations nomades et rurales, à travers les communes

frontalières, les plus touchées du fait de la nature de leur conditions de vie.

Selon le ministre, «le refus de vaccination serait à l'origine de la situation épidémiologique enregistrée dans les deux wilayas». Le ministre a relevé un taux de vaccination contre la rougeole «très bas» enregistré ces dernières années et ce, «en dépit de la disponibilité du vaccin en Algérie répondant aux normes internationales».

80% des cas de rougeole ont été enregistrés chez les enfants de moins de 5 ans, d'après un bilan de la Direction locale de la santé et de la population (DSP), ajoutant que 43 000 enfants âgés entre 6 et 14 ans ont été vaccinés à Ouargla contre 39 000 à El Oued. L'état d'alerte est déclenché par les autorités publiques dans le cas où cinq cas sont enregistrés dans une région.

L. A. R.

Secteur de la pêche

Formation de formateurs sur les nouvelles techniques de gestion

Une session de formation des formateurs assimilés sur les nouvelles techniques de gestion dans le secteur de la pêche sera entamée demain à l'Institut de technologie de la pêche et l'aquaculture d'Oran (ITPA). Une vingtaine de candidats, issus d'une douzaine d'établissements de formation et des chambres de la pêche et de l'aquaculture des wilayas d'Oran, Aïn Témouchent, Tlemcen, Mostaganem, Relizane, Béchar, Chlef et Sidi Bel-Abbès sont concernés par cette formation des formateurs assimilés sur les nouvelles techniques de gestion dans le secteur de la pêche, a indiqué à l'APS le directeur de l'ITPA d'Oran, Kouicem Lahouari, signalant que cette formation qui entre dans le cadre du programme européen DIVECO 2 en collaboration avec la Direction générale de la pêche et agriculture, sera assurée par des experts algériens et français. Ce programme de formation au profit des employés des structures du ministère de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ce décret signé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif du 22 mars 2017 portant

déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du port et ses infrastructures, publié au Journal officiel n° 11. Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics et des Transports et du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ce décret

signé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif du 22 mars 2017 portant

déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du port et ses infrastructures, publié au Journal officiel n° 11. Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics et des Transports et du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ce décret

signé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif du 22 mars 2017 portant

Saïd F.

Nouveau port centre d'El Hamdania

Le projet se renforce par 3 zones industrielles et une ligne ferroviaire

Le projet du nouveau port centre d'El Hamdania, situé dans la commune de Cherchell, occupera une superficie totale de 3 123 hectares, suite à l'addition au projet initial de trois zones industrielles et une ligne ferroviaire, selon un décret exécutif modifiant et complétant le décret exécutif portant déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du port et ses infrastructures, publié au Journal officiel n° 11. Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics et des Transports et du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ce décret

signé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif du 22 mars 2017 portant

déclaration d'utilité publique l'opération relative à la réalisation du port et ses infrastructures, publié au Journal officiel n° 11. Sur le rapport conjoint du ministre des Travaux publics et des Transports et du ministre de l'Agriculture, du Développement rural et de la Pêche, ce décret

signé par le Premier ministre, Ahmed Ouyahia, a pour objet de modifier et de compléter certaines dispositions du décret exécutif du 22 mars 2017 portant

Hani F.

Pétrole

Le prix du panier de l'Opep à 61,85 dollars

■ Le prix du panier de référence du brut de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) s'est établi jeudi à 61,85 dollars le baril, contre 62,68 dollars la veille, a indiqué vendredi l'Organisation sur son site web.

Par Assia D.

Introduit en 2005, le panier de référence de l'Opep comprend quatorze types de pétrole, dont le Sahara Blend (Algérie), l'Iran Heavy (Iran), Es-Sider (Libye), Basra Light (Irak), Bonny Light (Nigeria), Arab Light (Arabie saoudite), Girassol (Angola) et le Mery (Venezuela). Jeudi, les cours du pétrole coté à New York et à Londres ont reculé, lestés par le regain de vigueur du dollar ainsi que par les craintes liées aux barrières douanières défendues par Donald Trump. A Londres, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en mai a terminé à 63,61 dollars sur l'Intercontinental Exchange (ICE), en baisse de 73 cents par rapport à la clôture de mercredi. Sur le New York Mercantile Exchange (Nymex), le baril de «light sweet crude» (WTI) pour le contrat d'avril a cédé 1,03 dollar pour clôturer à 60,12 dollars.

Cette baisse est en grande partie liée à la progression du dollar, estiment certains analystes. Ainsi, une hausse de dollars, monnaie de référence des prix du baril, tend à rendre moins attractifs les achats de brut pour les investisseurs utilisant d'autres devises. D'autres analystes soulignent que les marchés continuaient à réagir au rapport hebdomadaire de l'Agence américaine d'information sur l'Energie diffusé mercredi. Les données hebdomadaires de l'EIA sur les stocks américains de brut ont fait état d'une hausse des réserves de brut de 2,4 millions de barils pour la semaine terminée le 2 mars, soit moins que les 3 millions anticipés par les analystes. Quant à la production américaine, elle a continué à progresser avec 10,37 millions de barils par jour. D'autre part, un autre rapport de l'EIA publié mardi a affirmé que celle-ci atteindrait 10,7 millions de barils par jour en moyenne



PHO. R.

cette année et 11,3 millions en 2019. En outre, les dernières prévisions de la banque Goldman Sachs étaient également de nature à estomper les inquiétudes liées à l'explosion de la production américaine. «Les perspectives de croissance robuste et le fait que la demande (de brut) tend ces dernières années à accélérer au deuxième trimestre, nous pousse à réitérer notre prévision d'une hausse de la demande mondiale moyenne de 1,85 million de barils par jour

en 2018», ont commenté des analystes de cette banque. A l'inverse, l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) et dix autres producteurs, dont la Russie, sont engagés dans un accord de limitation de la production pour rééquilibrer le marché mondial. Cet engagement entamé en 2017 et renouvelé jusqu'à fin 2018, a permis aux prix de remonter l'année dernière, alors que l'industrie américaine extrait à des niveaux records. En janvier dernier, l'Opep et ses

partenaires ont réduit leur production au-delà de leurs engagements, atteignant un taux de conformité «exceptionnel» de 133%, selon le Comité ministériel conjoint de suivi de l'accord de réduction de la production pétrolière des pays Opep et non Opep (JMMC). L'Opep avait dans son dernier rapport, revu à la hausse la croissance de l'offre non-Opep pour 2018, croissance qui devrait atteindre 1,4 million de barils par jour (mbj) (contre une croissance de 1,15 mbj attendue

le mois dernier) pour atteindre une offre totale moyenne de 59,26 mbj. L'Organisation a souligné que «la hausse de la production aux Etats-Unis demeure préoccupante» alors que l'Organisation s'est associée à dix autres producteurs, dont la Russie, pour limiter leur production et rééquilibrer le marché mondial. Cet accord a été prolongé à deux reprises et doit actuellement durer jusqu'à fin 2018.

A. D./APS

Coopération économique

Yousfi s'entretient avec le chef de Délégation de l'UE en Algérie

Le ministre de l'Industrie et des Mines, Youcef Yousfi, a reçu jeudi à Alger l'ambassadeur chef de Délégation de l'Union européenne (UE) en Algérie, John O'Rourke, avec qui il a évoqué la coopération économique entre les deux parties, a indiqué un communiqué du ministère. Cet entre-

tien a permis d'examiner «l'état de la coopération économique entre l'Algérie et l'Union européenne et les attentes de chacune des deux parties pour son renforcement», a précisé la même source. Lors de cette rencontre, M. Yousfi et le diplomate européen ont également évalué «les programmes de

coopération financière et technique en cours de mise en œuvre», note le communiqué. A cet effet, le ministre a insisté sur l'importance de l'accompagnement de l'Union européenne dans le domaine de la formation, considérée comme «un axe majeur» pour assurer le développement de

l'industrie algérienne. Le ministre a aussi plaidé pour «la diversification des relations économiques avec le partenaire européen», qui possède une maîtrise technologique et industrielle, afin d'appuyer l'Algérie dans le processus de diversification de son économie. **Younès F.**

Grande-Bretagne

La production industrielle reprend avec l'oléoduc Forties

La production industrielle au Royaume-Uni a rebondi de 1,3% en janvier sur un mois, grâce à la relance du principal oléoduc de la mer du Nord britannique, Forties, arrêté pendant trois semaines en décembre, a annoncé l'ONS hier. La reprise de la production industrielle est entièrement due à la réouverture des robinets de cet ensemble majeur qui permet habituellement l'acheminement de 40% de la production d'hydrocarbures assurée en mer du Nord britannique. Il avait dû être fermé en décembre le temps qu'une fêlure soit réparée. Ce redémarrage a permis à l'extraction d'hydrocarbures et à la production minière, une des sous-catégories de la production industrielle, de bondir de près d'un quart, a précisé l'Office des statistiques nationales (ONS). La production manufacturière, qui représente davantage ce qui sort des usines et constitue la principale sous-division de la production industrielle, a pour sa part stagné

(+0,1%). Lors des trois mois de novembre 2017 à janvier 2018, la production industrielle dans son ensemble a grimpé de 1,4% par rapport à la même période 12 mois plus tôt, tiré pendant cette période par la production manufacturière (+2,6%) avec notamment des bonnes performances dans la fabrication de métaux et produits métalliques, d'équipements de transport (dont les voitures) et de machines. L'industrie manufacturière britannique a tendance à bien se porter ces dernières années, même si de nombreux professionnels s'inquiètent de la perspective du Brexit prévu en mars 2019 et qui laisse planer la menace de possibles droits de douane avec l'UE ou à tout le moins de complications administratives. «La production industrielle devrait pouvoir s'élever de 0,8% au premier trimestre contre 0,5% au quatrième trimestre de 2017», a prévu un économiste en chef chez Pantheon Macroeconomics. Ce sec-

teur est toutefois minoritaire au sein d'une économie britannique largement dominée par les services (finances, transports, distribution, etc.). «Les chutes de neige récentes devraient réduire de 0,1 point de pourcentage la croissance du PIB – la construction, la distribution et les services aux consommateurs ayant été particulièrement touchés – ce qui devrait empêcher la croissance dans son ensemble d'accélérer au premier trimestre», a ajouté l'économiste. Le PIB a grimpé de 0,4% au quatrième trimestre et de 1,7% sur l'ensemble de 2017, faisant apparaître un coup de frein pour une économie frappée par les incertitudes du Brexit. L'institut officiel OBR va annoncer mardi ses nouvelles prévisions de croissance pour 2018 et les années à venir, une publication qui sera particulièrement scrutée dans ce contexte. La fermeture prolongée de l'oléoduc Forties a aussi coïncidé avec une forte hausse du déficit commercial britannique

qui a bondi de 3,2 milliards de livres lors des trois mois de novembre à janvier par rapport aux trois mois d'août à octobre, pour atteindre 36,5 milliards de livres, a annoncé par ailleurs l'ONS vendredi. En cause, une augmentation de 21,4% des importations d'hydrocarbures au moment où la production locale ne pouvait plus être transportée. L'excédent toujours considérable des échanges de services et proche de 28 milliards de livres appuyés au Royaume-Uni sur le puissant secteur financier – a néanmoins permis de limiter le déficit de la balance des biens et services à 8,7 milliards de livres pendant cette période de trois mois, un nombre en hausse de 3,4 milliards de livres. Mercredi, le ministre des Finances Philip Hammond a prévenu que les services financiers devraient faire partie de l'accord de libre-échange négocié avec l'UE pour l'après Brexit afin d'être acceptable côté britannique. **M.A./agences**

Eradication des chalets à Boumerdès

Relogement de pas moins de 390 familles

■ Une opération de relogement d'au moins 390 familles dans quatre sites de la ville de Boumerdès a été entamée jeudi, dans le cadre de la poursuite du programme d'éradication des chalets à travers la wilaya.

Par Lyes B.

La démolition des habitations évacuées dans la matinée a été entamée immédiatement après leur libération par leurs occupants, au niveau des cités Derriche, de la zone d'expansion touristique d'El Karma, la cité Sahel 2 et de la cité El Kerma 2. L'opération d'évacuation, supervisée par les autorités locales, a été encadrée par des équipes médicales spécialisées et des éléments de la Protection civile de la wilaya, a-t-on constaté. Toutes les familles bénéficiaires de l'opération seront accompagnées jusqu'à leurs nouveaux appartements, réalisés à la cité des 400 logements El Marmala, avant la récupération du foncier évacué, qui a été entouré d'une

Oran 210 familles de haï Sidi Bachir relogées

AU TOTAL, 210 familles sur un total de 416 résidant à haï Sidi Bachir, dans la commune d'Oran, ont bénéficié jeudi de logements publics locatifs (LPL) au niveau du groupement urbain de Belgaid. La cérémonie de remise des clés s'est déroulée en présence des autorités locales et dans une ambiance festive et de joie indescriptible. Cette opération a vu la mobilisation de quelque 400 camions et 200 agents pour faciliter l'opération de déménagement et le mobilier et autres effets de ces bénéficiaires. Des engins de la direction des travaux publics ont été également mobilisés pour procéder à la démolition du vieux bâti du même quartier après l'achèvement de l'opération de relogement. Les 206 familles restantes seront relogées dans les «prochains jours» après achèvement des travaux d'aménagement externe du lotissement no 7 qui accueillera ces bénéficiaires. Pour rappel, le ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville, Abdelwahid Temmar, avait procédé, samedi dernier, à la remise symbolique des clés aux bénéficiaires de ce quota inscrit dans le cadre du relogement initié par la wilaya d'Oran. Le wali d'Oran, Mouloud Chérifi, a déclaré auparavant que l'opération de relogement se poursuivra pour toucher les cités d'El Badr, Seddikiya, Sidi Bachir, El Maqarri, El Emir, Ibn Sina, El Hamri et Mediouni, soulignant que les opérations de relogement sont liées au rythme des travaux des chantiers d'habitat. Le Directeur général de l'OPGI d'Oran, Baroud Mohamed, a signalé, pour sa part, l'exclusion de cette opération de dix familles ayant déjà bénéficié de logements dans le passé.

R.R.



clôture pour sa protection dans l'attente de son exploitation dans des projets d'équipements publics et de développement, a fait savoir le wali de Boumerdès, Abderrahmane Madani Fouatih. Le programme d'éradication des chalets, installés au lendemain du séisme de mai 2003 à travers la wilaya, a profité des sinistrés avant leur redistribution dans un cadre social, prévoit une moyenne de trois opérations de relogement par mois, a-t-il indi-

qué dans une déclaration à l'APS, annonçant à l'occasion une autre opération de relogement, pour le 19 mars prochain, au profit de 800 familles de la commune de Bordj Menail. Un total de 600 autres familles de la commune de Boumerdes sont concernées par une autre opération programmée pour avril prochain, avant le relogement ultérieurement de 1000 familles à Boudouaou, puis 600 à Corso, selon l'annonce faite par le wali.

L'opération d'éradication englobant 14 927 unités, réparties sur 95 sites à travers 28 communes, se fera de «façon progressive», jusqu'à leur éradication, avait assuré le wali, dans une déclaration précédente à l'APS. A ce jour, près de 5 600 chalets ont été éradiqués, alors que 6 756 familles ont été relogées, soit une population globale de 33 800 âmes avec une moyenne de cinq membres par famille et par logement. La démolition des

chalets a permis la récupération d'une assiette de 118 ha, sur un foncier ciblé estimé à 400 ha. L'assiette libérée est destinée à l'implantation de nombreux programmes de logements et d'équipements intégrés, dont 8 400 logements AADL, 1.787 logements publics locatifs (LPL) et 1 120 logements promotionnels aidés (LPA).

L. B./APS

Béchar

Relance du projet de réalisation de la piscine olympique

Le projet de réalisation d'une piscine olympique à Béchar vient d'être relancé, après un retard considérable dans sa concrétisation, a-t-on constaté. Ce projet, inscrit au profit de la wilaya en 2007 et dont les travaux ont été entamés en février 2011 avec un délai de dix-huit mois, est en voie de réalisation six années après l'entame des travaux, ce qui est «inimaginable et intolérable», a pesté le wali de Béchar Tewfik Dziri, lors d'une visite d'inspection mercredi au chantier. «L'état a mis les moyens financiers nécessaires pour la réalisation de cette infrastructure sportive olympique, soit une autorisation de programme (AP) de 350 millions DA pour son édification et équipement

selon les normes olympiques», a-t-il fait savoir. Actuellement, on enregistre des taux de réalisation de 75%, le bassin de 25 mètres (50%), les réseaux de filtrage et de chauffage (65%), les gros œuvres (70%), tandis que la satisfaction vient uniquement de la toiture en charpente réalisée à 100%, selon la fiche technique du projet. Après avoir visité l'ensemble du chantier, le premier responsable de la wilaya a donné des instructions fermes pour que ce projet soit livré avant la fin du premier semestre de l'année en cours pour permettre à la population de Béchar, notamment la jeunesse, de bénéficier de cette infrastructure notamment en saison estivale, et faire de cette piscine un

espace de promotion de la pratique sportive de la natation, en plus de constituer un lieu de déroulement de différentes manifestations sportives locales, régionale, nationale et même internationale, a insisté M. Dziri. Le wali a instruit le directeur local de la jeunesse et des sports du suivi quotidien de ce projet pris en charge actuellement par six entreprises, dont une publique. Plusieurs projets, dont a réellement besoin la région accusant des retards similaires, viennent d'être relancés, au titre des efforts de développement de la wilaya, à l'instar du centre anticancéreux et du parc de loisirs et de détente, a-t-on fait savoir à la wilaya.

Hocine A.

Jijel

Lancement des travaux d'aménagement de la route entre Chekfa et Ouled Asker

Les travaux d'aménagement de la route reliant la commune de Chekfa à celle de Ouled Asker (Jijel), sur une distance de 16 km viennent d'être lancés, a affirmé jeudi, le chef de service d'infrastructures de base à la direction des travaux publics. Ces travaux ont été lancés à la faveur du dégel «récent» de ce projet a précisé Amar Houta, soulignant qu'un montant 215 millions de dinars a été alloué pour la concrétisation de ce projet, lancé pour un délai d'exécution

de 5 mois et confié à une entreprise locale. Dans les détails, M. Houta a indiqué que ce projet d'aménagement vise à désenclaver certaines localités montagneuses des communes de Chekfa et Ouled Asker, Ateroui, Tamelouka, Sidi Salah, Amazit, Boumelihe, Ourtane notamment mettant en exergue l'apport de ce projet dans le retour des populations de ces régions montagneuses, sévèrement touchées par l'exode qu'à connu la région dans les années 1990. Ces localités

comptaient une population estimée plus de 2500 habitants avant l'exode, selon le président de l'Assemblée populaire communale de Chekfa, Salim Boughrira qui a attesté que la réalisation de ce projet «incitera un grand nombre de citoyens à regagner leur région d'origine». Sur un autre registre, le chef de service d'infrastructures de base à la direction des travaux publics a déclaré que le chantier de réfection de la chaussée d'un tronçon de la route nationale (RN) 43, sur

une distance de 22 km a été lancé, précisant que le chantier concerne le fraisage de la chaussée et l'application de nouvelles couches de béton bitumineux sur une distance de 22 kilomètres, à partir de la ville de Jijel vers la commune d'El Miliia. La même source a ajouté que ce projet dont l'objectif est le renforcement de cette route nationale a nécessité un investissement de 140 millions de dinars pour un délai de travaux de 10 mois.

T. K.



Maroc/Mémoires d'Abderrahmane Youssoufi

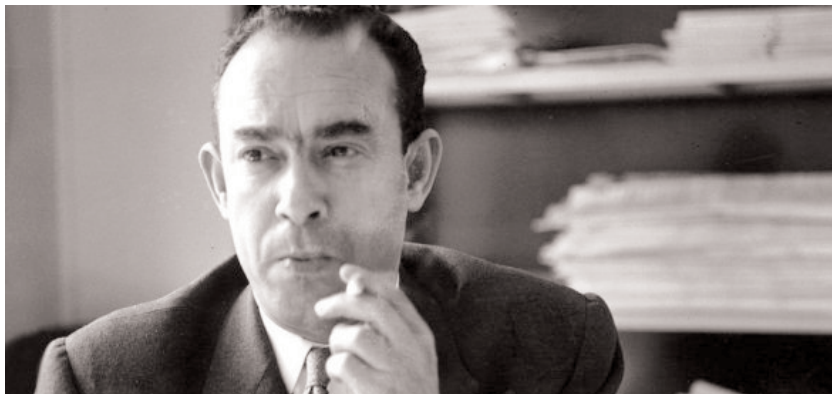
Des révélations attendues sur l'assassinat de l'opposant Benbarka

■ Des révélations sont attendues sur l'affaire liée à l'assassinat, en France, de l'opposant marocain Mehdi Benbarka, à l'occasion de la présentation, jeudi à Rabat, par l'ancien Premier ministre marocain, Abderrahmane Youssoufi, de ses mémoires dans lesquels il atteste l'implication des services secrets marocains, français et israéliens dans ce crime politique.

Par Amel N.

Dans son ouvrage intitulé «*Récits du passé*», l'ancien Premier ministre du gouvernement de l'Alternance marocain (1998-2002), a décidé, au crépuscule de sa vie (94 ans), de dire sa version des événements vécus par le Maroc le long de la deuxième moitié du siècle passé. Chacun des trois parties, le Maroc, la France et Israël, avait «un intérêt particulier à faire taire Benbarka», selon l'homme politique marocain. Abderrahmane Youssoufi, ancien militant du parti Istiqlal, avait été chargé de suivre le dossier de l'assassinat de Mehdi Benbarka auprès de la justice française. Depuis sa disparition à Paris, le 29 novembre 1965, le corps de l'opposant de Hassan II n'a jamais été retrouvé et l'affaire n'a jamais été élucidée. Il fut l'un des principaux opposants socialistes au roi Hassan II et le chef de file du mouvement tiers-mondiste et panafricaniste. Il initie de nombreuses mobilisations populaires au Maroc. L'ancien président français François Hollande avait décidé en mai 2017, quelques jours avant de quitter ses fonctions, de lever le secret-défense sur 89 documents relatifs à l'affaire de l'assassinat en France de la figure de la gauche marocaine, dont le corps n'a jamais été retrouvé. Ces documents englobent les rapports, notes de synthèse, bulletins de renseignement, procès-verbaux, auditions, questionnaires, fiches, biographies, des photos et lettres détenus. Mais un document est resté bloqué dans cette déclassification et la CSDN a refusé de lever le secret-défense. Selon les médias français, il s'agit d'un document qui se trouvait, en 2010, dans les locaux de la Direction générale de la sécurité extérieure et dont on ignore le contenu. L'auteur de

«*Récits du passé*», qui a tenu à faire coïncider la parution avec son 94^e anniversaire, Abderrahmane Youssoufi regrette, à ce titre, que son pays «n'ait pas pu amorcer un virage démocratique pour plusieurs raisons». Parmi ces causes, l'«incapacité» de l'élite politique marocaine elle-même à opérer cette transformation. A cela s'ajoutent une «mauvaise gouvernance» et «une administration archaïque». Ont été évoqués notamment, outre son enfance, les dessous de son retrait de la vie politique en 2003, des épisodes du mouvement national marocain, des premières heures de l'aube de l'indépendance, ses liens avec feu Mehdi Benbarka, son opposition au régime, sa prise de commandes de l'Union socialiste des forces populaires (USFP) et à sa pratique politique au sein du gouvernement de l'Alternance



marocain. Divisés en trois parties, les mémoires, rédigés par son compagnon de route Mbark Boudarqa, seront présentés au théâtre Mohammed V de Rabat, qui coïncide avec son 94^e anniversaire. «*Alhadith fi ma jara*

(Récits du passé) est une compilation en trois tomes d'éléments biographiques, d'entretiens et de discours de l'ancien opposant et Chef du gouvernement. L'ouvrage sortira en librairie le lendemain de sa présentation au

public au théâtre Mohammed V à Rabat, une présentation à laquelle prendra part Abderrahmane El Youssoufi, en compagnie de nombreuses personnalités marocaines et internationales de la politique. A. N.

Violation de l'espace aérien sahraoui

Le Front Polisario dispose d'un plan d'actions juridiques «complet»

Le Front Polisario dispose d'un plan d'actions juridiques «complet» pour l'application du droit en matière de violation de l'espace aérien du territoire du Sahara occidental par les compagnies de transport aérien, a indiqué jeudi à l'APS l'avocat Gilles Devers. «Nous disposons d'un plan d'actions juridiques complet pour faire respecter le droit international sur les violations de l'espace aérien du territoire du Sahara occidental par les compagnies de transport aérien et nous avançons à pas sûrs», a déclaré dans un entretien téléphonique l'avocat du Front Polisario, représentant légitime du peuple sahraoui. La Cour de justice de l'Union européenne (CJUE) a clairement affirmé, dans ses arrêts du 21 décembre 2016 et du 27 février 2018, qu'aucune transaction commerciale n'est valide entre les pays de l'UE et le Maroc, puissance occupante du Sahara occidental, si ce territoire, placé par l'ONU parmi les non autonomes, y est intégré. La CJue a indiqué que dans le cadre où les tran-

sactions commerciales concernent le Sahara occidental, les pays membres de l'UE doivent traiter avec le représentant du peuple sahraoui, le Front Polisario. Pour l'assignation à comparaître, une procédure civile engagée en octobre dernier contre la compagnie aérienne Transavia, qui assure un vol de Paris à destination de Dakhla, ville sahraouie occupée illégalement par le Maroc, pays soutenu par la France, maître Devers a indiqué qu'il n'y a pas encore de jugement, relevant également qu'il n'y a pas eu un communiqué de la compagnie informant l'annulation du vol. C'est une procédure qui va prendre du temps et la somme symbolique de 400 000 euros a été demandée pour dommage causé à une violation grave de la souveraineté. Plusieurs sites électroniques ont rapporté mercredi, sans citer de sources, l'annulation par Transavia du vol Paris-Dakhla. L'assignation à comparaître, déposée en octobre dernier auprès du tribunal administratif de Créteil par l'avocat du Front

Polisario, n'est pas une plainte mais oblige Transavia de répondre et de donner des explications sur l'exploitation de cette ligne aérienne. «Nous allons poursuivre cette procédure civile et saisir le gouvernement espagnol, mandaté par l'ONU pour assurer la couverture de l'espace aérien du Sahara occidental, en tant que puissance administrante de cet espace, pour appliquer la décision juridique de la CJUE de traiter séparément, dans les transactions commerciales, le Maroc et le Sahara occidental», a ajouté l'avocat, annonçant que la compagnie aérienne espagnole Binter Canarias dessert la capitale El-Ayoune et Dakhla, deux villes sahraouies sous occupation marocaine. «Aucun avion ne doit atterrir au Sahara occidental si la compagnie respective n'a pas traité avec les Sahraouis», a souligné Maître Gilles Devers, indiquant que pour le cas de Binter Canarias le Front Polisario va saisir la justice espagnole.

Sara H./APS

Tunisie

Baisse du déficit commercial en février, soutenue par la relance des exportations

Le déficit de la balance commerciale de la Tunisie s'est atténué vers la fin du mois de février dernier à 2 215,3 millions de dinars (un dinar vaut 0,41 dollar) contre 2 510,6 millions de dinars en février 2017, a annoncé jeudi l'Institut national de la statistique (INS) de ce pays. Selon l'INS, cette baisse du déficit s'explique essentiellement par la relance des exportations, en hausse de 42,9% face à une augmentation à un rythme moindre des importations, soit de 23,7%. L'INS rappelle que les exportations n'ont crû que de 4,7% durant la période janvier-février 2017, cependant de 42,9% durant la même période 2018. En valeur, les exportations ont atteint 6 612,1 millions de dinars durant les deux premiers mois de l'année 2018, contre 4 626,6 millions de

dinars durant la même période en 2017, et les importations ont atteint 8 827,4 millions de dinars contre 7 137,2 millions de dinars, précise l'INS dans une note de conjoncture. Parmi les secteurs ayant contribué à la performance des exportations tunisiennes en début de cette année figurent le secteur des industries agro-alimentaires. Cependant, regrette l'INS, le secteur mines, phosphates et dérivés a enregistré une baisse de 30,9% à cause de la régression des exportations en DAP (un engrais chimique qui contient du phosphate) qui a chuté de 102,8 millions de dinars à 26,5 millions de dinars pour les deux premiers mois de l'année 2017 à 2018. Accaparant de 74,4% du total des exportations tunisiennes, l'Union européenne reste encore le principal client de

la Tunisie dont les exportations ont augmenté de 40,8%. Du côté des échanges avec le monde arabe, les exportations tunisiennes s'achèment au mieux envers le Maroc avec une croissance de 36,5% et la Libye de 14,4%. Toutefois, ces exportations vers l'Algérie accusent une baisse de 20,4%. Quant aux importations, les matières premières et demi-produits ont crû de 39,3%, l'énergie de 58%, les mines, phosphates et dérivés de 25,5% outre les biens d'équipement de 21,9%. Avec l'Union européenne qui fournit 56,7% de l'ensemble des importations de la Tunisie, les importations tunisiennes tracent une courbe ascendante de 33,7% pour s'établir à 5 008,4 millions de dinars, toujours durant les deux premiers mois de cette année. L'Allemagne, avec 47,9% de

croissance, vient en première position, suivie par la France avec 22%.

Une secousse d'une magnitude de 4,3 degré frappe le nord du pays

Une secousse tellurique d'une magnitude de 4,3 degré a frappé jeudi la province de Bizerte au nord de la Tunisie, et a été ressentie dans la région du Grand-Tunis, a annoncé hier l'Institut national de météorologie (INM) de Tunisie. Selon l'INM, cette secousse a été ressentie vers 17h42 heure locale dans certaines communes de Bizerte ainsi qu'aux certains quartiers du Grand-Tunis.

R. M.



Kaboul

Sept morts dans un attentat suicide dans un quartier chiite

■ Un kamikaze à pied s'est fait exploser hier dans un quartier chiite de Kaboul, tuant au moins sept personnes, a-t-on appris auprès de responsables afghans. «Dans l'explosion, sept personnes sont mortes et sept ont été blessées», a indiqué le porte-parole du ministère de l'Intérieur, Najib Danish, sur Facebook.

Par Rosa C.

Deux morts et douze blessés ont été transportés dans les hôpitaux de la capitale, a déclaré à l'AFP Mohammad Ismail Kawoosi, un cadre du ministère de la Santé. Un policier a péri dans l'attaque, survenue près d'un rassemblement marquant le 23^e anniversaire de la mort d'Abdul Ali Mazari, un leader de la communauté chiite Hazara, tué par les talibans. Le kamikaze a actionné sa charge «après avoir été identifié par la police à un check-point», a expliqué le chef de la police de Kaboul Mohammad Daud Amin à la chaîne de télévision Tolo news. Il «n'a pas réussi à entrer (dans le périmètre protégé) pour s'est prendre au rassemblement», a-t-il insisté, alors que les autorités sont pointées du doigt

pour leur incapacité à protéger les chiites. L'attentat n'a pas encore été revendiqué, alors que les talibans sont soumis à une pression croissante pour entamer des négociations de paix suite à une offre du gouvernement afghan. «La proposition de négociations est sur la table», a déclaré Tadamichi Yamamoto, le représentant de l'ONU en Afghanistan, jeudi lors d'une réunion du Conseil de sécurité qui actait le renouvellement de la mission onusienne dans ce pays en guerre depuis près de quatre décennies. Le président afghan Ashraf Ghani a proposé fin février des pourparlers de paix aux talibans, à condition qu'ils acceptent un cessez-le-feu et qu'ils reconnaissent la Constitution de 2004. Il leur a notamment offert d'être reconnus comme un parti politique. Mais dans une première réaction



sur Twitter, ces derniers, qui considèrent le gouvernement afghan comme une "marionnette" des États-Unis, ont semblé écarter cette offre qui s'apparenterait à leurs yeux «à une reddition». Les talibans avaient avant appelé les États-Unis à «discuter» directement avec leurs représentants au Qatar. Washington les également poussés à accepter les pourparlers de paix. Alors que des responsables occidentaux en Afghanistan ont soutenu l'initiative d'Ashraf Ghani, ils ont également indiqué à l'AFP qu'il était trop tôt pour en connaître l'issue. L'attaque de hier intervient une semaine après qu'une voiture

piégée a explosé au passage d'un convoi de l'ambassade d'Australie dans l'est de Kaboul, tuant un enfant et blessant 22 personnes. La capitale afghane est devenue l'un des endroits les plus meurtriers d'Afghanistan. Les talibans et le groupe État islamique y rivalisent de férocité, au détriment de victimes civiles. Depuis mi-janvier, des groupes armés ont tué près de 130 personnes, notamment lors d'attaques contre un hôtel luxueux ou via une ambulance piégée. Depuis l'irruption de l'EI en 2015, la minorité chiite (environ trois millions sur quelque 30 millions d'Afghans) est régulièrement visée. Si les talibans, nettement

plus nombreux que les combattants se revendiquant de l'EI, visent en priorité les forces de sécurité, locales et étrangères, les extrémistes sunnites sèment la terreur par des attentats dévastateurs contre des cibles chiites à travers le pays.

Le dernier attentat anti-chiite, revendiqué par l'EI, avait fait au moins 41 morts fin décembre. Il visait un centre culturel.

Plus de 10.000 civils ont été blessés ou tués en Afghanistan en 2017 des suites du conflit, selon l'ONU. Près de 2.300 d'entre eux ont été tués ou blessés dans des attentats, le plus lourd bilan jamais enregistré, attribué aux insurgés. R. C.



Points chauds

Réunion

Par Fouzia Mahmoudi

En 2002 et en 2007 la LCR, petit parti d'extrême gauche mené par Olivier Besancenot, réussit l'exploit de frôler les 5% de voix aux élections présidentielles françaises. Besancenot devient rapidement une personnalité médiatique invitée régulièrement sur les plateaux de télévision donnant une plateforme bienvenue pour l'extrême gauche alors marginalisée. Son successeur Philippe Poutou, candidat du NPA, n'arrivera jamais à susciter le même «enthousiasme» malgré des prestations télévisées toujours remarquées. Mais c'est surtout Jean-Luc Mélenchon qui est parvenu à faire de l'extrême gauche une force politique sur laquelle il fallait compter avec son parti La France Insoumise, remettant les questions sociales et syndicales au premier plan. Et aujourd'hui, Besancenot, porte-parole du NPA, a appelé à «un front commun» à gauche, réunissant notamment Mélenchon et Benoît Hamon, dans la perspective d'une mobilisation aux côtés des fonctionnaires et cheminots le 22 mars. «On est en train de vivre une séquence sociale et politique extrêmement importante, imposée par le gouvernement, autour de la bataille des services publics, de ce qu'il se passe dans les EHPAD, dans les universités, avec les cheminots. Là on aura besoin de tous se rassembler», a plaidé Olivier Besancenot, en estimant qu'il y aura un avant et un après. «Je le dis fraternellement à Jean-Luc Mélenchon puisque je n'ai pas d'adversaire dans ce camp-là : personne, à lui seul, ne peut incarner l'opposition sociale et politique à la gauche du gouvernement Macron», a-t-il poursuivi en appelant à «mettre les pieds sur terre. On aurait besoin d'un front commun qui aille de Benoît Hamon à Jean-Luc Mélenchon, Pierre Laurent, Nathalie Arthaud, à d'autres organisations sociales et politiques», a insisté le porte-parole du NPA en jugeant que ce serait «incompréhensible que Mélenchon ne soit pas dans le coup». «On a le droit de tous avoir des ambitions politiques mais à un moment donné, même de son point de vue, on ne peut pas déconnecter les rapports de force actuels des batailles politiques futures. Si on perd sur la bataille ferroviaire, ce sera mauvais pour tous à la gauche de la gauche», a relevé Besancenot en exhortant à manifester «ensemble le 22 mars». L'ancien candidat à l'élection présidentielle a également espéré qu'il y ait à cette occasion «l'unité syndicale». «En tous cas, s'ils n'arrivent pas à s'entendre, il n'y a plus rien à faire», a-t-il lancé, en jugeant le moment-clé pour toutes «les catégories professionnelles». «Si vous êtes capable de faire plier les cheminots, un secteur les plus combattifs du mouvement social, vous pouvez dire à tous les autres secteurs derrière (...) sachez que l'on ne donne pas cher de votre peau», a-t-il souligné. Reste à voir si ceux qu'il interpelle entendront son appel ou s'ils, Mélenchon en particulier, préféreront garder leur popularité pour eux-mêmes plutôt que de la partager avec d'autres responsables politiques qui peinent à se faire entendre. F. M.

Espagne/Catalogne

Puigdemont n'exclut pas de nouvelles élections

Le président déchu de la Catalogne, Carles Puigdemont, n'exclut pas la tenue de nouvelles élections en Catalogne si le candidat des séparatistes pour la présidence régionale ne peut être investi normalement, a indiqué dans une interview publiée vendredi.

«Ce n'est nullement une tragédie qu'il y ait de nouvelles élections, bien que ce ne soit pas la priorité et qu'aucun d'entre nous ne le veuille», a-t-il déclaré au quotidien catalan *El Punt Avui*. L'ancien président régional, destitué par Madrid à la suite de la déclaration d'indépendance le 27 octobre 2017, est actuellement installé à Bruxelles et menacé d'arrestation s'il revient en Espagne. Il a donc retiré sa candidature au poste de président régional en faveur de l'indépendantiste Jordi Sanchez. La cérémonie d'investiture est prévue pour lundi, mais il n'est pas certain qu'elle puisse avoir lieu, Jordi Sanchez étant actuellement en détention provisoire. Il a deman-



dé une autorisation de sortie pour se rendre au Parlement, mais il n'est pas du tout certain qu'il l'obtienne. «Si nous revenons à des élections, ce sera à cause de l'irresponsabilité de l'Etat, qui n'a pas accepté les résultats du scrutin du 21 décembre ayant donné la ma-

rité absolue aux indépendantistes au Parlement catalan», a affirmé M. Puigdemont. Le gouvernement espagnol de Mariano Rajoy a demandé aux parlementaires de ne pas désigner de candidat étant actuellement poursuivi par la justice.



Slavija (Serbie)

La pièce «Tacequt Tanegarut» au 17^e Festival du théâtre



■ La pièce «Tacequt Tanegarut» (Le dernier spectacle) de l'association «Itran» (Les étoiles) est en compétition au 17^e Festival international du théâtre de Slavija (Belgrade-Serbie), prévu du 9 au 19 mars, aux côtés de neuf autres spectacles de plusieurs pays, annoncent les organisateurs.

Par Adéla S.

Traduite en tamazight par Taoues Yahia Messaoud, «Tacequt Tanegarut» a été réécrite et mise en scène par Cheikh Okbaoui sur le texte original «Fi Aâli El Hob» du dramaturge irakien Felah Chaker.

D'une durée de 60 mn, la pièce raconte l'histoire de «Lahbib», une jeune comédienne dans un pays en guerre qui décide de remonter sur la scène d'un théâtre menacé d'effondrement suite à un bombardement intensif. La comédienne va tenter de provoquer les pouvoirs

surnaturels et bienfaiteurs du gardien du théâtre, en convoquant à travers un retour vers le passé plusieurs personnages ayant marqué le théâtre algérien et universel. Dans un jeu entre passé et présent, Lahbib, interprétée par Zoulikha Talbi, ressuscitera «Hamlet» de Shakespeare, «Djelloul LeF'haimi» de Abdelkader Alloula, «Tartuffe» de Molière et «Le Sinistré» de Mohia (Mohand Ouyahia), entre autres personnages, et finira par convaincre le gardien d'user de ses pouvoirs pour faire triompher l'amour sur les affres de la guerre.

Outre la Serbie, pays organi-

sateur et l'Algérie, invitée pour la première fois à ce festival, l'Allemagne, la Russie, la Géorgie, la Biélorussie, le Kazakhstan, l'Égypte et l'Iran, prennent part à ce festival qui décerne des prix pour les meilleurs spectacle, mise en scène, texte, rôles masculin et féminin et scénographie.

Créée en 2004, l'Association «Itran» (Les étoiles) d'Ait Lahcène (Tizi Ouzou) compte à son actif plus de 50 spectacles dont «Takesna N'Massensen», «8 mai 1945», «Abrid Imawlen» (le chemin des ancêtres), «Tirzef Gher...» (Visite au ...) et plusieurs participations nationales et internationales.

Originaire d'Adrar, Okbaoui Cheikh, dont les travaux ont plusieurs fois été primés, compte à son actif quatre pièces en tamazight sur la quinzaine de travaux qu'il a mis en scène dont «El hob el mamnoue» (L'amour interdit-2008), «El Djidar» (le mur-2013), «Azzouzen», (2015), prix de la meilleure recherche théâtrale au Festival de Babel en Roumanie, «Halet hob» (2016) et «Jules César» (2016).

Fondé en 2002, le Festival international du théâtre de Slavija prône le rapprochement et l'échange entre dramaturges, metteurs en scène, critiques et spécialistes du 4^e art de toutes les nationalités.

Aya G.

A. S./APS

Spectacle

Samara présente à Alger son nouveau spectacle «Noche flamenca»

Noche flamenca, dernier spectacle chorégraphique accompagné de chants flamenco de la danseuse Samara, a été présenté, jeudi à Alger, devant un public nombreux.

Organisé à l'Opéra d'Alger Boualem-Bessaih dans le cadre de la célébration de la Journée internationale de la femme, le spectacle est une œuvre chorégraphique en huit tableaux à travers lesquels la danseuse offre voyage musical authentique et folklorique.

Accompagnée de Sergio Matesanz à la guitare, Elena Morales et Pablo Oliva aux chants et le percussionniste Jesus Maneru, Samara a gratifié le public de danses subtiles envoûtantes sur des rythmes de soleares et de flamenco.

Le duo Elena Morales et Pablo Oliva, pour leur part, ont entonné des chants qui rendent hommage à la femme et glorifient l'union et l'amour sur des chorégraphies dans une esthétique contemporaine subtile et performante.

Alternant flamenco et des

parades sonorités orientales et andalouses, la danseuse a exécuté de façon épurée des chorégraphies appuyées par des percussions rythmés générés par le claquement des pieds (zapateado) et des mains (palmas), très appréciés par le public qui a pleinement adhéré à ce spectacle.

En deuxième partie de cette soirée, le danseur Maximiliano Rebman a enchanté le public par des pas de danses fascinantes accompagnant des chants flamenco traditionnels. Native d'Alger, Samara s'est ini-

tiée depuis sa tendre enfance au piano, au violon et à la danse classique avant de s'intéresser à la musique et à la danse flamenco.

En 2007, elle s'installe à Séville en Espagne où elle rencontre le guitariste Sergio Matesanz avec qui elle fonde, 5 ans plus tard, la compagnie Amalgama compagna flamenca.

Diplômée en économie, l'artiste également titulaire d'un diplôme en journalisme, anime des spectacles pédagogiques à

Madrid et des ateliers d'initiation à la danse du flamenco à Alger et Oran en partenariat avec l'Institut Cervantès.

Appréciée du public, Samara s'est produite dans plusieurs pays notamment en Espagne, France, Italie et Maroc.

Le spectacle «Noche de flamenca» sera reproduit prochainement en France et en Espagne, a annoncé Samara qui en est à son cinquième depuis la création de Amalgama Compania flamenca.

Aya G.

A. S./APS

Art plastique

Une exposition intitulée «Egalité» inaugurée à Alger

Une exposition artistique intitulée «Egalité» a été inaugurée jeudi à la Villa Abdellatif (Alger) à l'occasion de la Journée mondiale de la femme (8 mars).

Les créations artistiques dédiées aux valeurs de l'égalité sont le fruit de la résidence d'artistes organisée à la Villa

Abdellatif du 15 au 24 février, à l'initiative de l'Agence algérienne pour rayonnement culturel (Aarc) en collaboration avec ONU Femmes.

12 artistes (photographes, peintres, vidéastes, plasticiens) de différentes régions du pays, notamment Sidi Bel-Abbès, Constantine et Alger ont pris part

à cette résidence pour illustrer l'égalité entre les hommes et les femmes à travers l'art. Samir Ramdani, diplômé de l'École des beaux-arts de Toulouse (France), l'un des organisateurs de cette résidence, a indiqué que les œuvres présentées mettent en relief le don des jeunes artistes qui ont déjà participé à des

expositions aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays, ainsi que leur capacité artistique à traiter la thématique de l'égalité.

L'exposition se poursuivra jusqu'au 16 mars en cours et sera organisée dans d'autres villes algériennes.

L. M.

Musique

Lancement de la 8^e édition de «Alhane wa chabab»

Le coup d'envoi de la 8^e édition de la compétition musicale «Alhane Wa Chabab», émission phare de la Télévision algérienne, a été donné jeudi à Alger par le ministre de la Communication, Djamel Kaouane.

«Alhane Wa Chabab», émission de télévision dédiée à la découverte de jeunes talents de la chanson, a été créée dans les années 1970. Relancé en 2010 par la télévision publique, le pro-

gramme a permis depuis sa création de lancer de grands noms de la musique algérienne.

Cette 8^e édition de l'émission accueille 18 jeunes talents, sélectionnés de différentes régions d'Algérie par un jury composé de professionnels de la musique.

S'exprimant lors du lancement de l'émission à la résidence de l'école «Alhane Wa Chabab» à Cheraga (Alger), le ministre de la Communication a

estimé que cette école était devenue «un véritable label sur la scène culturelle algérienne».

Le ministre qui évoquait le rôle «important» de la télévision publique dans la «mise en lumière des jeunes talents», a regretté «l'absence d'un écosystème» pour accompagner ces talents et appelé à assurer, à l'avenir, un «cadre qui permette de s'occuper des jeunes lauréats» issus d'Alhane Wa Chabab. Le ministre de la

Communication avait, par ailleurs, présidé une cérémonie en l'honneur des femmes de son département à l'occasion de la Journée internationale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année.

A cette occasion, il a tenu à rendre hommage aux femmes exerçant au sein de son département et souligné leur «abnégation» dans l'exercice de leur fonction.

Racim C.

RENDEZ-VOUS CULTURELS

Salle El-Mouggar (Alger)

Samedi 10 mars à 19h30 :

Concert de Marc Lavoine. L'entrée est sur réservation (2 places maximum) à l'adresse :
chansonfrancaisemarcavoine2018.alger@if-algerie.com



JS Saoura Nabil Neghiz à la barre technique



NABIL NEGHIZ est le nouvel entraîneur de la JS Saoura. L'ex-coach du NA Hussein Dey s'est engagé jusqu'à la fin de la saison avec la formation sudiste, a indiqué ce jeudi le directeur

général de la JSS, Mohamed Djebbar.

Le remplaçant de Karim Khouda aura pour tâche de sortir les Aiglons de la mauvaise passe qu'ils traversent. En effet, les gars du Sud restent sur 5 matchs sans victoire en championnat, 3 défaits à l'extérieur et 2 nuls à domicile, sans parler de l'élimination en quart de finale de la Coupe d'Algérie.

Journée mondiale de la femme

Les journalistes sportives à l'honneur

UNE TRENTAINE de journalistes sportives ont été honorées, mercredi à Alger, par le ministère de la Jeunesse et des Sports (MJS) en collaboration avec l'Organisation nationale des journalistes sportifs algériens (ONJSA), à l'occasion de la Journée mondiale de la femme, célébrée le 8 mars de chaque année.

Étaient présents les ministres de la Jeunesse et des Sports El Hadi Ould Ali et de la Communication Djamel Kaouane, le président de l'ONJSA, Youcef Tazir, des championnes olympiques et paralympiques, des membres de la glorieuse équipe de football du Front de libération nationale (FLN), ainsi que des personnalités du monde du sport.

« Cette cérémonie est un signe de gratitude et de reconnaissance pour vos efforts, votre abnégation et votre rôle avéré dans le mouvement sportif algérien. Sachez que vous exercez un noble métier et je vous encourage à aller de l'avant », a indiqué M. Ould Ali, réitérant à cette occasion l'engagement des pouvoirs publics à valoriser la ressource humaine féminine et à défendre le principe de l'égalité.

Il a, en outre, fait savoir que des opérations allaient être conduites conjointement avec l'ONJSA pour permettre aux journalistes sportives de pratiquer des activités physiques dans les différentes enceintes sportives se trouvant sous tutelle du MJS.

De son côté, le ministre de la Communication, Djamel Kaouane, a rappelé le combat de la femme algérienne depuis la guerre de Libération nationale qui a permis de révéler au grand jour des championnes de haut niveau en sport et dans d'autres domaines.

Pour leur part, les journalistes honorées (entre anciennes et nouvelles), ont salué les initiateurs de ce geste « très significatif » à leur égard et, à travers elles, envers toutes les femmes journalistes algériennes.

« La cérémonie conviviale à laquelle je viens de prendre part restera gravée dans ma mémoire. Elle est très significative et m'a permis, personnellement, de revoir des consœurs que je n'ai plus revues depuis un bon bout de temps », s'est réjouie Razika Guerrache, journaliste à la rédaction sportive de l'agence APS.

Coupe d'Algérie - 8^{es} de finale CRBDB-USMB et GSP-WOB, le 16 mars

LA FÉDÉRATION algérienne de basketball (FABB) a procédé ce jeudi à la désignation des salles devant abriter les rencontres des 8^{es} de finale de la Coupe d'Algérie, prévus les 16 et 17 mars prochains.

Ainsi, la FABB a jeté son dévolu sur la salle de Staouéli (Alger) pour être le théâtre des deux grosses affiches de cette étape de l'épreuve populaire, prévue vendredi. Leader du championnat, le CRB Dar El Beida sera le premier à fouler le parquet de la salle de Staouéli pour donner la réplique à l'USMB Blida (14h30).

A 16h00, les amoureux de la balle au panier auront droit à un match au sommet qui sera animé par le GS Pétroliers et le WO Boufarik. Le tirage au sort effectué le samedi 24 février dernier au siège de la FABB a donné lieu à une chaude retrouvaille entre ces deux cadors de la Nationale 1. Alors que les

deux rivaux restent sur une victoire chacun en championnat, dont la dernière est revenue aux Boufarikiens, cette confrontation déterminera qui du GSP, détenteur du trophée, ou bien du WOB est le plus fort cette saison. Les deux autres rencontres de cette 1^{ère} partie des 8^{es} de finale mettront aux prises l'US Sétif et JS Aïn Arbaâ et le TRA Draria au PS El-Eulma. Le premier match se jouera à Boufarik, à 16h00, alors que le second aura lieu à Si Mustapha (Boumerdès), à la même heure.

Samedi, la 2^e partie des 8^{es} de finale sera rehaussée par trois empoignades entre équipes de l'élite. L'OS Bordj Bou Arréridj croisera la route du CSC Gué de Constantine, à M'sila (16h00). Le RC Constantine affrontera le NB Staouéli à Sétif (14h30), à Sétif, avant de voir l'O Batna et le NA Hussein Dey en découdre dans la même enceinte sportive (16h00).

Ligue I Mobilis (22^e journée)

Le NAHD à l'épreuve de la JSS

■ La suite de la 22^e journée du championnat de Ligue 1 sera marquée aujourd'hui par des matchs à couteaux tirés pour les clubs relégables, appelés plus que jamais à réagir, alors qu'en haut du tableau, le NA Hussein Dey tentera à domicile, face à la JS Saoura, de se rapprocher du podium.

Par Mahfoud M.

Le DRB Tadjenanet (14^e, 21 pts), à l'instar de l'USMH, n'aura plus droit à l'erreur s'il ne veut plus compliquer son avenir parmi l'élite. Les joueurs de l'entraîneur tunisien Hamadi Edou devront l'emporter face au Paradou AC (6^e, 32 pts) dans un match aux objectifs diamétralement opposés.

Une victoire du club algérois lui permettrait de rejoindre l'USM Alger à la 3^e place au classement, mais le « Difaâ » ne sera pas facile à manier puisqu'il table sur un sans faute à domicile pour pouvoir assurer son maintien.

L'USM Blida, lanterne rouge avec 15 points, sera en appel à Sidi Bel-Abbès pour affronter l'USMBA (11^e, 23 pts) qui reste sur une qualification au dernier carré de la Coupe d'Algérie aux dépens de la JS Saoura (2-1).

L'équipe de la « Mekerra », battue deux fois de suite en championnat, dont une à domicile par le MC Oran (5-2), est appelée à relever la tête face à une équipe blidéenne qui ne lâche rien.

Dans le haut du tableau, le



Les Sang et Or favoris

NAHD (8^e, 31 pts), vaincu depuis la 8^e journée, recevra la JSS (6^e, 32 pts), qui reste sur une élimination en Coupe et sans la moindre victoire en championnat depuis cinq journées.

Le Nasria partira largement favori dans son antre du 20-Août 1955 d'Alger face à une équipe de Béchar qui vient d'enregistrer l'arrivée de Nabil Neghiz à la tête de la barre technique en remplacement de Karim Khouda qui

vient de jeter l'éponge. Les Sang et Or qui sont sur une belle lancée souhaitent continuer sur cette lancée et ajouter donc un autre succès à domicile.

M. M.

Programme des rencontres :
Samedi 10 décembre 2018 (16h00) :
USM Bel Abbès - USM Blida (huis clos)
DRB Tadjenanet - Paradou AC
NA Hussein Dey - JS Saoura

Compétitions africaines

L'USMA et le CRB prennent option, l'ESS et le MCA en difficulté

Les représentants algériens engagés en compétitions africaines interclubs de football ont pris une option sur la qualification en Coupe de la Confédération, tandis qu'en Ligue des champions, ils devront refaire leur retard pour espérer poursuivre l'aventure, après le déroulement des 16^{es} de finale (aller), mardi et mercredi. Dans la plus prestigieuse compétition africaine des clubs, l'ESS Sétif et le MC Alger ont laissé des plumes lors de leur sortie, respectivement au Ghana devant Aduana Stars (1-0) et au Nigeria face à l'équipe du ministère des Montagnes, du Feu et des Miracles (MFM FC) sur le score de 2-1. A Dormaa, le champion d'Algérie en titre a tenu bon jusqu'à la 73^e minute avant d'encaisser l'unique but de la rencontre sur penalty par Stephen Adams. Une courte défaite qui devrait être remontée sans trop de problèmes par les Sétifiens au match retour, prévu le dimanche 18 mars au stade 8-Mai-1945 (19h00) au vu de l'expérience de l'Aigle noir dans ce genre de compétitions.

Les hommes d'Abdelhak Benchikha, qui ont été exemptés du tour préliminaire, peuvent néanmoins s'en mordre les

doigts d'avoir raté un nombre incalculable d'occasions au cours des premières 90 minutes de cette double confrontation, ce qui leur aurait facilité la tâche avant le retour.

De son côté, le MCA, en dépit de sa défaite, a inscrit un but qui aura son pesant d'or lorsqu'il accueillera l'équipe de MFM FC le samedi 17 mars (20h45) au stade 5-Juillet-1962 d'Alger pour la manche retour.

Pour un premier essai, ce fut un coup de maître ! Le jeune attaquant Abdelaziz Amachi, qui honorait sa première titularisation au niveau continental, a réussi à inscrire un but qui pourrait être celui de la qualification en phase de poules de C1.

Amachi n'a pas trahi la confiance de son entraîneur Bernard Casoni en répondant à la 56^e minute à l'ouverture du score nigériane, intervenue en première période sur un penalty transformé par Chijoke Nnamidi (36') consécutif à une faute d'Ayoub Azzi. Le « Doyen », toujours sans victoire à l'extérieur en coupes africaines depuis 1979, croyait tenir le match nul entre ses mains mais Bashiru Mansuru a brisé les espoirs mouloudéens à six minutes de la fin du temps réglementaire (84').

Coupe de la Confédération : les voyants au vert pour l'USMA et le CRB

A l'inverse de la Ligue des champions, les deux représentants algériens en Coupe de la Confédération, l'USM Alger et le CR Belouizdad sont restés invincibles et ont fait un grand pas vers la qualification en 16^e de finale bis de la compétition.

Mercredi à Kindu, l'USMA est allée chercher le nul face aux Congolais de l'AS Maniema (2-2) après avoir pourtant mené au score 2-0 grâce à des réalisations de Walid Ardji (18') et d'Oussama Darfalou (30') sur une passe lumineuse de ce même Ardji.

La formation de RD Congo a réduit le score juste avant le mi-temps par César Manzuki (44') avant d'égaliser au début de la seconde période (48') par l'entremise de Basiala Amongo, permettant à leur équipe de garder une lueur d'espoir pour se qualifier, à condition de montrer un tout autre visage et venir gagner au stade Omar-Hamadi d'Alger ou imposer un nul pyrotechnique (3-3 et plus) le 18 mars prochain (18h00).

LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Port de Béjaïa

Deux individus arrêtés pour détention de drogue

DEUX individus ont été arrêtés par la police des frontières du port de Béjaïa pour consommation de drogue, a-t-on appris de la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Les faits ont commencé lorsque des policiers qui faisaient une ronde de contrôle dans le port ont suspecté deux individus B.B. natif de Béni Ouartilane et F.Y. natif de Béjaïa dans un endroit isolé. Les policiers ont procédé à une fouille au corps et ont découvert de la drogue dans la poche des deux individus. Un dossier judiciaire a été élaboré à leur rencontre pour «détention et consommation de drogue», selon la même source. Les deux prévenus ont été transférés aux services concernés pour la poursuite des procédures judiciaires nécessaires. H.C.

Trafic de psychotropes et vente illicite de boissons alcoolisées

Dix personnes interpellées dans plusieurs wilayas

DIX personnes ont été interpellées par les services de police à travers plusieurs wilayas du pays pour trafic de psychotropes et de stupéfiants et implication dans des affaires liées à la vente illicite de boissons alcoolisées, indique vendredi un communiqué de la DGSN. Ces individus ont été interpellés dans les wilayas de Constantine, Bliida, Relizane, Naâma et Tissemsilt,

selon la même source qui fait état de la saisie de 603 comprimés psychotropes et de 1 535 unités de boissons alcoolisées destinées à la vente illicite. Ces quantités ont été saisies par les services de la police qui ont agi suite à des informations ou des opérations de recherche et de contrôle, précise la même source. H. T.

Session extraordinaire

Conseil national du FFS sur fond de crise organique

LES TRAVAUX de la session extraordinaire du conseil national du Front des forces socialistes (FFS) ont débuté vendredi à Alger avec pour ordre du jour l'examen de la situation interne du parti, marquée par une crise organique. Présidée par le premier secrétaire national du parti, Mohamed Hadj Djilani, cette session se déroule à huis clos sur fond d'une instabilité organique à la suite de la démission de trois membres de l'instance collégiale du parti qui en compte cinq. Il s'agit d'Ali Laskri, Saïda Ichalamène et Rachid Hallet. A la lumière de cette situation, la convocation d'un congrès extraordinaire du parti devient une revendication exigée par des militants lors de la réunion du

conseil national tenue le 16 février dernier. En annonçant sa décision de se retirer de cette instance, M. Laskri avait écrit, dans une lettre adressée au parti, que son retrait «implique automatiquement l'organisation d'un congrès extraordinaire sur le plan statutaire», invoquant notamment l'article 48 des statuts du parti qui stipule que «si le nombre des membres de l'instance présidentielle est réduit à moins de trois, un congrès extraordinaire est convoqué pour élire une nouvelle instance présidentielle». Le 5^e congrès ordinaire du FFS remonte à mai 2013, alors que la tenue du 6^e congrès était programmée pour mai 2017, rappelle-t-on.

Lyes F.

M. Kouache, coordinateur du Snapap à Béjaïa

«Il n'y a pas de section syndicale qui a rallié un autre syndicat»

A LA LUMIÈRE des derniers développements survenus dans le monde syndical avec l'annonce faite par certains syndicalistes notamment, ceux du Snapap activant dans le secteur de l'éducation et de la santé, au niveau du CHU de leur démission, le coordinateur du Snapap à Béjaïa, M. Kouache précise: «aucune section syndicale du Snapap n'a rallié en bloc un autre syndicat». Il dira: «au contraire, l'adhésion est encore plus large et multi-disciplinaire». Pour lui, «la fédération de la santé de la wilaya de Béjaïa restera toujours fidèle à ses

engagements pour lutter énergiquement afin d'améliorer le système de solidarité et de soumission mis en œuvre au détriment des travailleurs». Il faut rappeler, dans ce sens, que le Snapap se bat depuis longtemps pour améliorer le pouvoir d'achat des travailleurs notamment, des petites catégories, corps communs, travailleurs de l'administration, ceci par l'augmentation de leur masse salariale, l'intégration des travailleurs contractuels, etc. Selon le responsable syndical, «la fédération Snapap de Béjaïa a décidé de

ACCIDENTS DE LA ROUTE QUI POURRA STOPPER L'HÉCATOMBE ?



Djalou@hotmail.com

Edition 2018 du festival

«Raconte-arts» aura lieu du 19 au 26 juillet à Tiferdoud

■ Le programme de la manifestation d'art de rue la plus importante du pays sera dévoilé prochainement.

Par Hamid Messir

La 15^e édition du festival «Raconte-Arts» se déroulera cette année du 19 au 26 juillet 2018 à Tiferdoud dans la commune d'Abi Yousef (60 km au sud-est de Tizi-Ouzou), ont annoncé hier, des responsables de cette manifestation. Dans un message accompagné de l'affiche de la 15^e édition posté sur Facebook, il est précisé que «la 15^e édition des Raconte-Arts se déroulera du 19 au 26 juillet 2018 à Tiferdoud». Ce dernier est pour rappel le vainqueur du concours de l'APW de Tizi Ouzou du village le propre de la wilaya de Tizi Ouzou pour l'édition 2017. Le programme de la manifestation d'art de rue le plus important du pays à l'initiative de la Ligue des arts cinématographiques et dramatiques de Tizi Ouzou n'a pas été encore dévoilé. Le thème de la 15^e édition du Raconte-arts retenu est «Tizi N'Leryah, vents hurlants». H. M.



Béjaïa

«Tonton» arrêté pour tentative de vol avec agression

LES ÉLÉMENTS de la police judiciaire de la 7^e sûreté urbaine ont mis fin aux agissements d'un individu auteur de vol avec menace et agression avec arme blanche. «La police a agi suite à plusieurs plaintes et appels pour intervention», indique la cellule de communication de la sûreté de wilaya. Il s'agit de A.M. 43 ans alias «Tonton», natif de Béjaïa et ayant des antécédents judiciaires. Selon notre source, «il guettait ses victimes au niveau du cimetière de Sidi-Ouali, lieu où il consommait de l'alcool». L'agresseur puis rackettait les personnes

qui viennent se recueillir sur les tombes de leurs proches. La police qui a surveillé les lieux pendant plusieurs jours a réussi à surprendre l'individu en flagrant délit d'agression d'une personne et son racket. L'individu a tenté de fuir mais s'est retrouvé vite encerclé. «Un dossier judiciaire a été ficelé à son encontre et il a été présenté devant le procureur de la République près le tribunal de Béjaïa qui l'a cité à comparaître et il a écoppé de 4 ans de prison ferme», ajoute notre source. H.C.